

**Alvaro Echeverri**

Déclaration des droits de l'homme et du citoyen

**LA PREMIÈRE TRADUCTION EN  
AMÉRIQUE ESPAGNOLE**

[Source : *Circuit*, n° 94, 2007, p. 28-29]

# La première traduction en Amérique espagnole

Par Álvaro Echeverri

L'année 1994 a marqué le 200<sup>e</sup> anniversaire de la première traduction de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen en Amérique espagnole. Un anniversaire à retenir pour le sous-continent, mais qui n'a malheureusement pas été apprécié à sa juste valeur par les historiens, même les historiens de la traduction.

Il faut noter que l'idée d'un code établissant les droits de la personne n'apparaît pas ex nihilo à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle avec la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. On pourrait la considérer comme le point culminant d'une lente évolution. Après la *Magna Carta* (1215), le *Mayflower Compact* (1620), l'*Habeas Corpus* (1679), le *Bill of Rights* de 1689 et le *Virginia Bill of Rights* de 1776 dans la tradition anglaise, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (17 articles) devait être proclamée en France, en 1789. Ce texte fondamental résumait les idéaux de la Révolution française, ce qui devait lui conférer un caractère universel.

En 1789, la Déclaration à peine publiée, les autorités espagnoles l'interdisent dans leurs territoires. Quatre mois plus tard, le Tribunal de l'Inquisition à Cartagène (Colombie) condamne, par l'édit du 13 décembre 1789<sup>1</sup>, la circulation du document dans les domaines de sa majesté. Mais, en décembre 1793, le texte échappe aux mesures répressives, car les 17 articles de la Déclaration se retrouvent dans les mains du Colombien Antonio Nariño y Alvarez (1765 — 1823), Américain espagnol féru de la philosophie des Lumières, bibliophile et commerçant de quinine et de

livres. Avant la traduction des 802 mots qui composent les 17 articles de la Déclaration de 1789, les seules traductions de Nariño, à notre connaissance, se réduisaient aux citations, surtout des philosophes, qui ornaient la grande salle de sa maison où l'élite « criolla » se réunissait pour discuter de l'actualité européenne ou des parutions les plus récentes, comme dans les salons du vieux continent.

Convaincu de la valeur économique et politique de la Déclaration, Nariño s'attèle à la traduire sans plus longtemps songer aux conséquences de sa démarche. En janvier 1794, le traducteur imprime dans son propre atelier cent exemplaires de la Déclaration en espagnol. La commercialisation de cette traduction ne produit pas les dividendes espérés car les premiers clients comprennent rapidement qu'ils ont en mains un texte explosif, sulfureux, interdit, qui pourrait leur attirer les foudres de l'Inquisition. Vite averti, notre commerçant et traducteur improvisé retire immédiatement du marché les exemplaires vendus pour les détruire. Mais, aux yeux des autorités, l'irréparable a été commis. L'audacieux est traduit en justice pour avoir fait fi de la prohibition dont ce document était frappé.

## Un militant révolutionnaire

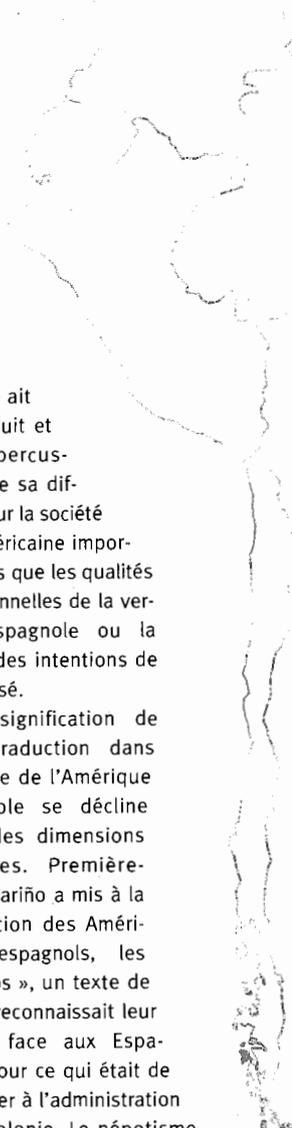
Mis à part la connaissance des idées philosophiques et révolutionnaires de son époque, rien chez Antonio Nariño, du moins jusqu'aux premiers mois de 1794, ne

laissait pressentir le militant révolutionnaire qu'il allait devenir. Ses antécédents auraient pu faire de lui un homme d'ordre, car il avait occupé des postes dans l'administration coloniale, à la mairie et à la trésorerie de Santa Fe de Bogotá. Son esprit révolutionnaire devait surgir et se confirmer des suites de la peine qui lui a été infligée. La participation de Nariño à la guerre d'indépendance a été remarquable, particulièrement son rôle dans l'émancipation du sud de la Colombie. Au moment de la création des nouvelles républiques, Nariño a été nommé président de la province de Cundinamarca, dont Bogotá était la capitale. Pourtant, l'importance de l'acte traductif de Nariño est telle que les manuels d'histoire de la Colombie y consacrent un chapitre entier, et son titre de traducteur précède souvent ceux de général, de président et de précurseur de l'indépendance.

À la lecture de la traduction espagnole, le lecteur averti comprendra tout de suite qu'il s'agit d'un texte laborieusement rédigé dictionnaire au poing. La littéralité de la traduction est telle que les 802 mots de l'original sont rendus en 804 mots en espagnol. L'œuvre n'est donc pas passée à l'histoire pour sa qualité littéraire. D'ailleurs, l'empressement avec lequel Nariño a brûlé les exemplaires imprimés porte à soupçonner qu'en sa qualité de marchand de livres, c'est surtout l'appât du gain qui l'avait entraîné dans cette aventure dont il semble avoir sous-estimé la portée sociale et politique. Par ailleurs, pour l'histoire de la traduction, le fait que le texte de la Déclaration des droits

de 1789 ait été traduit et les répercussions de sa diffusion sur la société sud-américaine important plus que les qualités rédactionnelles de la version espagnole ou la pureté des intentions de l'intéressé.

La signification de cette traduction dans l'histoire de l'Amérique espagnole se décline selon des dimensions multiples. Premièrement, Nariño a mis à la disposition des Américains espagnols, les « criollos », un texte de loi qui reconnaissait leur égalité face aux Espagnols pour ce qui était de participer à l'administration de la colonie. Le népotisme des Espagnols péninsulaires ne faisait qu'exacerber les doléances d'une élite créole dont le pouvoir économique allait croissant. Nous disons bien l'élite « criolla » parce que les autres groupes de la société (indiens et esclaves) ont très peu bénéficié de cette première émancipation. Deuxièmement, cette traduction constitue la première action concrète d'un membre de l'élite sud-américaine contre l'autorité monarchique. Cette élite avait été absente des escarmouches révolutionnaires précédentes, dont les esclaves, les indiens et le petit peuple étaient les principaux acteurs. Troisièmement, la lourde peine infligée au



traducteur : son incarcération, la confiscation de tous ses biens et son exil ont incité à la révolte les esprits révolutionnaires indécis. Quatrièmement, les circonstances qui ont entouré cette traduction en font le déclencheur du clivage définitif entre les deux groupes ethniques, sociaux et économiques qui détenaient les pouvoirs politique et économique dans les colonies : d'une part, les Espagnols européens détenteurs du pouvoir politique et, d'autre part, l'élite « criolla », détentrice du pouvoir économique, qui voyait ses intérêts frustrés et bafoués par les décisions politiques prises dans la lointaine métropole. Cette même élite estimait d'autant plus odieuse la peine imposée au traducteur que le contenu des 17 articles de la Déclaration était bien connu des gens cultivés. Enfin, les préceptes de la Déclaration faisaient partie

de la tradition orale. C'est précisément le passage de l'oral à l'écrit qui a bouleversé la vision qu'avaient les Américains espagnols des droits de l'homme. Les quelques copies qui ont survécu ont circulé de main en main, permettant la propagation des articles de la Déclaration.

En 1810, le moment propice pour l'émancipation s'est présenté et les révolutionnaires ont eu recours à la traduction de Nariño pour asseoir le bien-fondé juridique des nouvelles républiques. La première<sup>2</sup> traduction en Amérique espagnole de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen faite par Antonio Nariño fournit un exemple probant du rôle parfois décisif joué par la traduction dans l'évolution des idées. ■

1. OCAMPO LÓPEZ, Javier. (1999). *El proceso ideológico de la emancipación en Colombia*. Santa Fe de Bogotá : Planeta.
2. La seconde est celle de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793 par Juan Bautista Picornell en 1797 (Voir Bastin et Echeverri, 2004, *Meta* 49-3 : 562-575)